

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger : { Pays à demi-tarif . . .	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif . . .	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro : Au comptant, à l'imprimerie : 1 fr. 50
Par porteur ou par la poste, Togo, France et Colonies : 1 fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)
Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.
Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 30 septembre 1936**, modifiant le décret du 1^{er} avril 1921 portant réglementation d'administration publique sur l'organisation du corps de l'inspection des colonies. (Arrêté de promulgation du 14 novembre 1936). 538
- Décret du 30 septembre 1936**, rendant applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, les décrets des 15, 29, 31 mai 1936 et 6 août 1936 concernant la définition des appellations d'origine contrôlées de certains vins, vins mousseux ou eaux de vie. (Arrêté de promulgation du 14 novembre 1936). 538
- Décret du 9 octobre 1936**, relatif à la répression de l'usure dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion. (Arrêté de promulgation du 14 novembre 1936). 539

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 3 août 1936**, abrogeant l'arrêté 576 du 22 décembre 1935 et complétant l'arrêté du 31 décembre 1932 établissant dans le territoire du Togo un droit de statistique sur les marchandises et animaux vivants à l'entrée et à la sortie. 540
- Arrêté du 4 novembre 1936**, constituant un comité de surveillance des prix. 541
- Arrêté du 4 novembre 1936**, chargeant provisoirement M. SANSON, administrateur-adjoint des colonies, chef du bureau des finances de la signature des pièces comptables. 541

- Arrêté du 11 novembre 1936**, fixant l'organisation et les attributions du cabinet du gouverneur des colonies, administrateur supérieur du Togo, du bureau des affaires politiques, économiques et sociales et du bureau des finances et de la comptabilité. 541
- Arrêté du 12 novembre 1936**, tendant à fixer l'effectif du personnel européen et indigène en service au cabinet, au bureau des affaires politiques, économiques et sociales et au bureau des finances et de la comptabilité. 542
- Arrêté du 13 novembre 1936**, fixant la liste des denrées, objets et marchandises de première nécessité au territoire du Togo. 542
- Actes divers concernant le personnel européen et indigène.** 543
- Affectations** 543
- Congés — Passages** 544
- Nominations** 544
- Révocations** 545
- Forces de police** 545
- Divers** 546
- Transfert de restes mortels** 546
- Comité de surveillance des prix** 546
- Commissions** 547
- Allocations — Subventions** 548
- Bourses** 548
- Indemnités** 548
- Libération conditionnelle** 548
- Boissons alcooliques** 549
- Domaines** 549
- État des mouvements de la navigation du port de Lomé pendant le mois d'octobre 1936** 550
- Bulletin météorologique et climatologique du mois de septembre 1936** 552

PARTIE NON OFFICIELLE

- Extrait arrêt rendu du tribunal colonial d'appel de Lomé (Togo) au sujet affaire Fiawo Emmanuel** 554
- Annonces** 554

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Organisation du corps de l'inspection
des colonies.**

ARRETE N° 34 promulguant au Togo le décret du 30 septembre 1936 modifiant le décret du 1^{er} avril 1921 portant réglementation d'administration publique sur l'organisation du corps de l'inspection des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 30 septembre 1936 modifiant le décret du 1^{er} avril 1921 portant réglementation d'administration publique sur l'organisation du corps de l'inspection des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 30 septembre 1936 modifiant le décret du 1^{er} avril 1921 portant réglementation d'administration publique sur l'organisation du corps de l'inspection des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 novembre 1936.

MONTAGNE.

RAPPORT

Au Président de la République Française,

Paris, le 30 septembre 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Aux termes de la réglementation actuelle, les fonctionnaires civils qui ne font pas partie d'un cadre relevant du département ne peuvent être admis à subir les épreuves du concours de l'inspection des colonies que s'ils ont été préalablement mis à la disposition du ministre des colonies.

Cette disposition met obstacle à la candidature des agents du contrôle civil de la Tunisie et du Maroc dont la carrière comporte de grandes analogies avec celle de certains cadres des administrations coloniales proprement dites. Il a donc paru utile d'élargir les bases de recrutement du corps de l'inspection en donnant à ce personnel la faculté de prendre part au concours.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint, qui a été délibéré et adopté par le conseil d'Etat, et que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

*Le ministre d'Etat,
ministre des colonies, par intérim,
Maurice VIOLLETTE.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre des colonies, par intérim;

Vu l'article 54 de la loi du 25 février 1901 sur l'organisation du corps de l'inspection des colonies, complété par l'article 80 de la loi du 31 mars 1903 et l'article 251 de la loi du 13 juillet 1925;

Vu l'article 58 de la loi du 31 mars 1903 sur les congés hors cadres;

Vu l'article 19 de la loi du 31 décembre 1917 assimilant pour l'ensemble du statut personnel l'inspection des colonies au contrôle de l'administration de l'armée;

Vu le décret du 1^{er} avril 1921 portant règlement d'administration publique sur l'organisation du corps de l'inspection des colonies, modifié par les décrets des 29 décembre 1925, 31 juillet 1926, 9 juillet 1931, 2 décembre 1931 et 4 août 1933;

Le conseil d'Etat entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 1^{er} avril 1921 portant règlement d'administration publique sur l'organisation du corps de l'inspection des colonies, modifié par les décrets des 29 décembre 1925, 31 juillet 1926, 9 juillet 1931, 2 décembre 1931 et 4 août 1933, est modifié de la façon suivante :

Le paragraphe 2^o de l'article 1^{er} est remplacé par le suivant :

« 2^o — Fonctionnaires civils de l'administration centrale et des cadres généraux et locaux relevant du département des colonies, fonctionnaires d'autres départements ministériels mis à la disposition de celui des colonies, agents du corps du contrôle civil au Maroc et en Tunisie.

« Tout candidat de l'une de ces catégories doit, en outre, remplir les conditions suivantes :

« a) Être licencié en droit, en lettres ou en sciences, docteur en médecine ou titulaire du brevet de l'école coloniale, ou produire le certificat attestant qu'il a satisfait aux examens de sortie de l'école polytechnique, de l'école spéciale militaire, de l'école navale ou de l'école du commissariat de la marine;

« b) S'il est fonctionnaire de l'administration centrale des colonies ou détaché d'une autre administration métropolitaine, être au moins titulaire du grade de rédacteur de 1^{re} classe ou bénéficiaire d'un traitement égal ou supérieur au traitement de ce grade; s'il est fonctionnaire des administrations coloniales ou agent du corps du contrôle civil au Maroc et en Tunisie, posséder au moins le grade d'administrateur adjoint de 1^{re} classe des colonies ou bénéficier d'un traitement d'Europe égal ou supérieur à la solde de ce grade;

« c) Compter au moins deux ans de services effectifs dans les colonies, les pays de protectorat, les territoires sous mandat ou en Algérie ».

ART. 2. — Le ministre d'Etat, ministre des colonies, par intérim, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel.

Fait à Paris, le 30 septembre 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre d'Etat,
ministre des colonies, par intérim,
Maurice VIOLLETTE.*

**Définition des appellations d'origine contrôlées de
certains vins, vins mousseux ou eaux-de-vie**

ARRETE N° 35 promulguant au Togo le décret du 30 septembre 1936 rendant applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies les décrets des 15, 29, 31 mai 1936 et 6 août 1936 concernant la définition des appellations d'origine contrôlées de certains vins, vins mousseux ou eaux-de-vie.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 30 septembre 1936 rendant applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, les décrets des 15, 29, 31 mai 1936 et 6 août 1936 concernant la définition des appellations d'origine contrôlées de certains vins, vins mousseux ou eaux-de-vie;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 30 septembre 1936 rendant applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, les décrets des 15, 29, 31 mai 1936 et 6 août 1936 concernant la définition des appellations d'origine contrôlées de certains vins, vins mousseux ou eaux-de-vie.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 novembre 1936.

MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le mandat sur le Togo et le Cameroun, confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu les décrets du 23 mars 1921 et du 21 février 1925, déterminant les attributions des Commissaires de la République française au Togo et au Cameroun;

Vu la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, déclarée applicable aux colonies, et les décrets portant règlement d'administration publique portant application de cette loi en ce qui concerne les vins, vins mousseux et eaux-de-vie dans diverses colonies;

Vu la loi du 6 mai 1910 relative à la protection des appellations d'origine déclarée applicable aux colonies;

Vu les décrets des 15, 29, 31 mai et 6 août 1936, portant définition des appellations contrôlées « arbois », « tavel », « cognac », « cassis », « Montbazillac », « Châteauneuf-du-Pape », « Château-Châlons », « Frontignan », « Muscat de Frontignan », « Vin de Frontignan », « Armagnac », « Bas-Armagnac », « Tenarèze », « Haut-Armagnac »;

Vu le décret du 29 juin 1936 concernant la définition d'appellation contrôlée « Champagne » et le décret du 20 juillet 1936 en étendant l'application aux colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarés applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat, relevant du ministère des colonies, les décrets des 15 mai, 29 mai, 31 mai et 6 août 1936 concernant les définitions des appellations d'origine contrôlées « Arbois », « Tavel », « Cognac », « Cassis », « Montbazillac », « Châteauneuf-du-Pape », « Château-Châlons », « Frontignan », « Muscat de Frontignan », « Vin de Frontignan », « Armagnac », « Bas-Armagnac », « Tenarèze », « Haut-Armagnac ».

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 30 septembre 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre d'Etat,
ministre des colonies, par intérim,
Maurice VIOLLETTE.*

Répression de l'usure

ARRETE N° 36 promulguant au Togo le décret du 9 octobre 1936 relatif à la répression de l'usure dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 9 octobre 1936 relatif à la répression de l'usure dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous mandat de la France, le décret du 9 octobre 1936 relatif à la répression de l'usure dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 novembre 1936.

MONTAGNE.

RAPPORT

Au Président de la République Française,

Paris, le 9 octobre 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Des décrets en date des 17 mai 1934 et 22 septembre 1935 ont fixé le taux de l'intérêt et déterminé le délit d'usure dans les divers territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, autres que les Antilles et la Réunion.

Toutefois, différents pays bénéficient d'une législation rendant plus difficile encore l'exercice de l'usure, en ce qu'elle prévoit que les contrats de prêts sous seings privés, avec ou sans stipulation d'intérêts, n'auront, en principe, d'existence légale que si un fonctionnaire dûment habilité à cet effet en a constaté « la sincérité et la loyauté ».

Il nous a paru qu'il y aurait de grands avantages à instituer, pour nos possessions susvisées, une réglementation s'inspirant de ces dispositions, et dont il est permis d'attendre une limitation très réelle de ce fléau social.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le ministre d'Etat, ministre des colonies par intérim,
Maurice VIOLLETTE.*

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Marc RUCART.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 17 mai 1934 fixant le taux de l'intérêt en Indochine;

Vu le décret du 22 septembre 1935, relatif au délit d'usure et fixant le taux de l'intérêt légal et le taux maximum de l'intérêt conventionnel dans les colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion et l'Indochine, et dans les territoires sous mandat du Togo et du Cameroun;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion, les actes sous seings privés constituant des prêts d'argent devront être soumis au visa d'un fonctionnaire habilité à cet effet par arrêté du chef de groupe de colonies, de la colonie ou du territoire considéré.

Ce visa aura pour objet de certifier que, par devant le fonctionnaire habilité : 1° — les signatures ont été échangées; 2° — les espèces ont été comptées; 3° — la somme ainsi transférée est exactement sans retenue, ni commission, égale à celle mentionnée à l'acte sous seings privés créant l'obligation.

ART. 2. — Toute convention non revêtue du visa prévu à l'article 1^{er} est nulle de plein droit. Cette nullité est d'ordre public; elle frappe également toutes les opérations dont le but démontré serait de réaliser un prêt d'argent sous une forme différente en échappant aux prescriptions de l'article 1^{er} du présent décret.

ART. 3. — Sont cependant dispensées du visa prescrit à l'article 1^{er} les opérations des établissements suivants :

1° — La banque de l'Indochine, la banque de Madagascar, la banque de l'Afrique occidentale française et la banque de la Guyane française;

2° — Les organismes de prêt qui fonctionnent sous le contrôle du gouvernement comme établissements publics;

3° — Les établissements placés sous le régime administratif du crédit agricole mutuel, du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et moyenne industrie, du crédit maritime mutuel, du crédit de l'artisanat;

4° — Les établissements de crédit inscrits sur une liste dressée par le chef du groupe de colonies, de la colonie ou du territoire considéré.

ART. 4. — La liste visée au paragraphe 4 de l'article précédent sera établie après avis d'une commission dont la composition aura été fixée dans chaque territoire intéressé par arrêté local.

ART. 5. — Ne pourront être inscrits sur la liste visée aux articles précédents que les établissements qui en auront fait la demande et qui auront fait agréer par le chef du territoire les conditions de leurs opérations de crédit.

Aucune modification des conditions de ces opérations ne pourra avoir lieu sans un nouvel accord préalablement réalisé entre l'établissement intéressé et le chef du territoire.

ART. 6. — Le chef du territoire peut, après consultation de la commission, rayer de la liste tout établissement qui n'aurait pas respecté l'une quelconque des prescriptions convenues ou dont certaines opérations ne revêtaient pas le caractère de moralité indispensable.

Cette sanction sera portée d'urgence, avec indication de ses motifs, à la connaissance de l'intéressé.

ART. 7. — Les conventions conclues avant la publication du présent décret devront, sous peine de la nullité prévue à l'article 2, être soumises, dans un

délai de six mois, à un visa spécial des fonctionnaires habilités à cet effet.

ART. 8. — Demeurent en vigueur respectivement dans le territoire du Cameroun et en Indochine le décret du 23 novembre 1933 réglementant le prêt dans les territoires du Cameroun sous mandat français et édictant des règles contre l'usure, et le décret du 6 septembre 1934 portant organisation du crédit foncier en Indochine.

ART. 9. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

Fait à Paris, le 9 octobre 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre d'Etat,
ministre des colonies, par intérim,
Maurice VIOLETTE.*

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Marc RUCART.*

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Droit de statistique

ARRETE N° 279 abrogeant l'arrêté 576 du 22 décembre 1935 et complétant l'arrêté du 31 décembre 1932 établissant dans le territoire du Togo un droit de statistique sur les marchandises et animaux vivants à l'entrée et à la sortie.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

* Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1932 établissant un droit de statistique sur les marchandises et animaux vivants à l'entrée et à la sortie; ensemble les textes le modifiant ou le complétant notamment l'arrêté 576 du 22 décembre 1935 approuvé par câble ministériel n° 27 du 9 février 1936;

Vu l'avis du président de la chambre de commerce et du chef du service des douanes;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé l'arrêté 576 du 22 décembre 1935 complétant l'arrêté du 31 décembre 1932 établissant dans le territoire du Togo un droit de statistique sur les marchandises et animaux vivants à l'entrée et à la sortie.

ART. 2. — L'article premier de l'arrêté du 31 décembre 1932 susvisé, complété par l'arrêté du 31 mars 1933 est complété à nouveau ainsi qu'il suit :

« 1 franc par tonne métrique quel que soit le mode d'emballage pour les graines oléagineuses, les sels, les sables, les pierres, terres et minéraux bruts, les tourteaux, le maïs, le manioc, les farines de maïs et de manioc, le tapioca et le caoutchouc brut ».

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 août 1936.

BOURGINE.

Approuvé par radio ministériel n° 138 du 23 octobre 1936.

Comité de surveillance des prix**ARRETE N° 24 constituant un comité de surveillance des prix.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 7 octobre 1936 constituant des comités de surveillance des prix dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies autres que la Martinique, la Réunion et la Guadeloupe;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Un comité de surveillance des prix de gros est constitué à Lomé. Ce comité, présidé par l'administrateur-maire de Lomé, comprend dix représentants des administrations publiques, deux représentants des producteurs, trois représentants des intermédiaires, cinq représentants des consommateurs. Les membres du comité sont désignés par l'administrateur supérieur.

ART. 2. — Le comité de surveillance des prix de gros peut se subdiviser en sous-comités chargés de surveiller les prix de gros de catégories de denrées, marchandises et objets déterminés. Le comité, comme les sous-comités, peut s'adjoindre toute personne apte à les éclairer, les documenter et faciliter leurs travaux.

ART. 3. — Le comité de surveillance des prix de gros étudie et propose à l'administrateur supérieur la liste des denrées, marchandises et objets de première nécessité au territoire. Ces listes sont arrêtées par l'administrateur supérieur dans les conditions fixées par l'article 2 du décret du 7 octobre 1936.

ART. 4. — Le comité de surveillance des prix de gros constate les prix normaux de vente en gros à Lomé ou dans les principaux centres de production des denrées, marchandises et objets dont la liste est arrêtée par l'administrateur supérieur.

Ces prix normaux sont publiés au journal officiel du Territoire et révisés périodiquement. Tous les intéressés peuvent en demander la révision par lettre adressée au président du comité de surveillance des prix de gros obligatoirement accompagnée de tous documents utiles.

ART. 5. — Il est institué au chef-lieu de chaque cercle un comité local de surveillance des prix de demi-gros et de détail.

ART. 6. — Les comités locaux de surveillance des prix sont présidés par les commandants de cercle. Ces comités comprennent au moins six membres désignés par le commandant du cercle. Ces membres sont choisis au nombre de 1 au moins parmi les représentants des producteurs, 2 au moins parmi les représentants des intermédiaires, 3 au moins parmi les représentants des consommateurs et comprennent en outre un fonctionnaire représentant les services de l'agriculture, vétérinaire, des contributions directes, de l'enregistrement. Les comités locaux peuvent s'adjoindre toute personne apte à les éclairer, les documenter et faciliter leurs travaux.

ART. 7. — Ces comités locaux sont chargés de la surveillance des prix de demi-gros et de détail des denrées, matières et objets dont la liste a été arrêtée comme il est dit à l'article 3. Pour les denrées, matières et objets, produits ou fabriqués dans la région

avoisinant le siège du comité local, ce comité est chargé de réunir tous les éléments aptes à déterminer les prix en gros au lieu de la production.

ART. 8. — Les prix normaux de demi-gros et de détail arrêtés par les comités locaux sont publiés au journal officiel du Territoire. L'affichage des prix de détail est obligatoire.

ART. 9. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 novembre 1936.

MONTAGNE.

Délégation provisoire de signature**ARRETE N° 25 chargeant provisoirement M. SANSON, administrateur-adjoint des colonies, chef du bureau des finances, de la signature des pièces comptables.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pendant la tournée que le gouverneur des colonies, administrateur supérieur du Togo, doit effectuer dans le territoire du Togo du 5 au 12 novembre 1936, la signature des pièces de recettes et de dépenses et de toutes pièces comptables du budget local, du budget annexe du chemin de fer et du wharf et du budget spécial sur fonds d'emprunt, sera assurée par M. SANSON, administrateur-adjoint des colonies, chef du bureau des finances et du matériel.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 novembre 1936.

MONTAGNE.

Attributions**ARRETE N° 28 fixant l'organisation et les attributions du cabinet du gouverneur des colonies, administrateur supérieur du Togo, du bureau des affaires politiques, économiques et sociales et du bureau des finances et de la comptabilité.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'organisation et les attributions du cabinet du gouverneur des colonies, administrateur supérieur du Togo, du bureau des affaires politiques, économiques et sociales et du bureau des finances et de la comptabilité sont fixées ainsi qu'il suit :

CABINET

Secrétariat particulier — Enregistrement de la correspondance à l'arrivée et au départ — Répartition entre les services — Chiffre Journal officiel et publi-

cations officielles — Archives — Bibliothèque — Conseil d'administration — Promulgation des lois et décrets — Législation — Distinctions honorifiques — Disposition des voitures du garage central.

Organisation et administration du personnel européen et indigène — Etat-civil des fonctionnaires — Affectation des logements administratifs.

Affaires réservées.

BUREAU DES AFFAIRES POLITIQUES, ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Organisation territoriale et commandement indigène — Armes et munitions — Presse — Affaires judiciaires — Administration pénitentiaire — Police — Sûreté — Emigration — Immigration — Naturalisation — Secours et subventions — Associations.

Relations avec les organismes économiques.

Organisation de la production — Agriculture — Elevage.

Commerce — Banque — Monnaies — Douane.

Voies de communication — Navigation maritime et aérienne.

Etude des réformes sociales.

Réglementation du travail.

Santé — Hygiène — Assistance publique — Recensement et statistique de la population.

Enseignement.

Cultes.

Législation — Contentieux — Documentation — Rapport annuel à la société des nations.

Administration générale des communes mixtes.

Concession et contrôle des services publics.

Etat-civil (sauf pour les fonctionnaires) — Inhumation — Exhumation — Transferts — Successions — Indigents.

Travaux publics — Mines — Chemins de fer — Wharf — Ports et rades — Phares et balises — Circulation — Navigation — Inscription maritime.

Domaine — Enregistrement et timbre — Cadastre — Régime foncier — Service topographique et cartographique.

Postes, télégraphes et téléphones — Télégraphie sans fil — Météorologie.

BUREAU DES FINANCES ET DE LA COMPTABILITÉ

1^o — Section des finances

Organisation financière — Préparation et exécution du budget local et des budgets annexes (emprunt et chemin de fer) — budgets des communes mixtes — Budget de la chambre de commerce — Impôts directs et contributions — Ordonnancement — Comptabilité des agences spéciales et des services régis par économie — Comptes administratifs — Apurement — Trésorerie — Caisse de réserve — Solde et indemnités — Pensions.

2^o — Section du matériel

Approvisionnements et magasin général — Mobilier — Adjudications et marchés — Commandes — Liquidations et mandatement des dépenses de matériel — Autorisations de dépenses — Comptabilité-matières — Règlements et instructions.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 novembre 1936.

MONTAGNE.

Effectif du personnel européen et indigène

ARRETE N° 29 tendant à fixer l'effectif du personnel européen et indigènes en service au cabinet, au bureau des affaires politiques, économiques et sociales et au bureau des finances et de la comptabilité.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté n° 28 du 11 novembre 1936 fixant l'organisation et les attributions du cabinet, du bureau des affaires politiques, économiques et sociales et du bureau des finances et de la comptabilité;

Attendu que le décret du 19 septembre 1936 a pour but de réduire les dépenses administratives du Togo et que, par suite, il convient de fixer à nouveau, dans un esprit d'économie, l'importance des effectifs des différents personnels conformément aux dispositions du décret précité;

Vu les nécessités budgétaires;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'effectif du personnel européen des cadres généraux et locaux en service au cabinet, au bureau des affaires politiques, économiques et sociales et au bureau des finances et de la comptabilité est fixé ainsi qu'il suit :

	Administrateur ou administrateurs adjoints	Services civils ou autres agents des cadres locaux
Cabinet	1	
Bureau des affaires politiques, économiques et sociales	1	
Bureau des finances et de la comptabilité	1	6

ART. 2. — L'effectif du personnel des cadres locaux indigènes en service au cabinet, au bureau des affaires politiques, économiques et sociales et au bureau des finances et de la comptabilité est fixé ainsi qu'il suit :

	Commis d'administration et agents auxiliaires
Cabinet	3
Bureau des affaires politiques, économiques et sociales	4
Bureau des finances et de la comptabilité	36

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 12 novembre 1936.

MONTAGNE.

Liste des denrées et objets et marchandises de première nécessité

ARRETE N° 30 fixant la liste des denrées, objets et marchandises de première nécessité au territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 7 octobre 1936 constituant des comités de surveillance des prix dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies autres que la Martinique, la Réunion et la Guadeloupe;

Vu l'arrêté n° 24 du 4 novembre 1936 constituant le comité de surveillance des prix de gros à Lomé;

Après avis du comité de surveillance des prix de gros;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La liste des denrées, objets et marchandises de première nécessité au territoire du Togo placé sous mandat de la France est fixée ainsi qu'il suit :

ALIMENTATION

Farine de froment : Qualité courante.
Pain.
Riz : Saïgon n° 1 (25% brisures).
Farines locales.
Mil : petit mil, gros mil.
Maïs.
Fonio.
Haricots d'origine locale.
Pâtes alimentaires.
Pommes de terre.
Tubercules alimentaires d'origine locale.
Légumes secs.
Viande de boucherie et volailles.
Poissons secs.
Poisson frais et crustacés.
Oeufs.
Huile d'arachide — a) Fabrication locale; b) d'importation et désodorisée.
Huile d'olive.
Huile de palme.
Huile de coco.
Huile de palmiste.
Graisses alimentaires.
Sucre scié.
Café vert de la Côte d'Afrique.
Sel de cuisine.
Vin ordinaire rouge.
Vin ordinaire blanc.
Bière.
Chocolat.
Eaux minérales — (Vichy).
Eaux minérales — (Vittel).
Eaux gazeuses.
Lait en boîte.
Lait frais.
Fromages — (Gruyère).
Fromages — (Hollande).
Beurre — (frais en plaquette).
Beurre en boîte.
Beurre de fabrication locale.
Sardines en boîte.
Corned beef en boîte } qualité ordinaire.
Saumon en boîte.

PRODUITS D'ENTRETIEN — COMBUSTIBLES — ÉCLAIRAGE

Savon dit de Marseille.
Savon dit de fabrication locale.
Essence.
Pétrole.
Huiles à moteur.
Bougies.
Allumettes.
Charbon de bois.
Bois.

TISSUS

Percalles courantes.
Tissus écrus.
Drill — Kaki — Blanc.
Fils de coton.

CHAUSSURES

Chaussures.

COIFFURES

Casques.

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Chaux — Hydraulique — Grasse.
Ciment artificiel.
Briques (fabrication locale).
Fibro ciment (ciment amiante).
Tôles ondulées.
Grillage moustiquaire.
Verre à vitre.
Peintures et vernis.
Fers (ronds, plats, carrés, profilés etc).
Bois pitchpin, sapin, okoumé, acajou, iroko.
Pointes et goujons toutes formes.
Vis à bois.
Boulons.
Explosifs.
Huile de lin et essence de térébenthine.
Coudron.
Coaltar.

PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Acide borique cristallisé.
Quinine (cachets).
Teinture d'iode.
Sulfate de soude.
Sulfate de magnésie.
Bicarbonate de soude.
Coton hydrophyle.
Huile de ricin.
Huile de foie de morue.
Aspirine en comprimés.
Permanganate de potasse.
Pansements.
Iodure de potassium.

TABACS

Tabac en feuilles.
Cigarettes ordinaires.
Tabacs en paquets ou en boîtes.

ART. 2. — La présente liste, qui pourra être modifiée après avis du comité compétent, servira de base aux travaux des comités locaux.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 novembre 1936.

MONTAGNE.

NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN

Nominations et affectations

Par décisions des :

28 octobre 1936. — M. CHAMPION, instituteur de 1^{re} classe, directeur de l'école de Nuatja, est chargé cumulativement avec ses autres fonctions, de celles de chef de poste de Nuatja.

30 octobre 1936. — M. PIC, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, précédemment adjoint au commandant du cercle du sud et président des tribunaux indigènes du 1^{er} degré de Lomé et de Tsévié est nommé chef des subdivisions de Lomé et de Tsévié en remplacement de M. NATIVEL, désigné pour servir à Dakar au Commissariat de la République.

Il conserve en outre ses fonctions d'adjoint au commandant du cercle du sud.

M. VUILLET, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, retour de congé, attendu à Lomé vers le 31 octobre 1936 (s/s *Banfora*), et M. BERARD, administrateur-adjoint de 2^e classe des colonies, arrivé à Lomé le 15 octobre 1936 (s/s *Canada*), sont mis à la disposition du commandant du cercle du sud.

Par arrêté du :

30 octobre 1936 du gouverneur général, Commissaire de la République au Togo. — M. TOQUE, contrôleur de 2^e classe du cadre métropolitain des douanes est nommé par intérim, chef du service des douanes du Togo.

4 novembre 1936. — M. BARMA, adjoint de 1^{re} classe des services civils, en service au bureau des finances, est mis à la disposition du chef de la subdivision de Sansanné-Mango (cercle du nord).

Par décision du :

11 novembre 1936. — M. VUILLET, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, est nommé deuxième adjoint au commandant du cercle du sud.

M. VUILLET est nommé président des tribunaux de 1^{er} degré de Lomé et Tsévié en remplacement de M. PIC, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, appelé à d'autres fonctions.

Congés — Passages

Par décisions des :

31 octobre 1936. — Une réquisition de passage en 1^{re} classe 1^{re} catégorie B de Lomé à Dakar sur le paquebot *Brazza*, attendu à Lomé vers le 3 octobre 1936 est accordée à M. NATIVEL, administrateur de 3^e classe des colonies désigné pour servir à Dakar pour le compte du Togo.

4 novembre 1936. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Strasbourg, 15 boulevard d'Anvers, est accordé à M. PERRET Jean, adjoint principal de 1^{re} classe des services civils du Togo qui compte 25 mois et 20 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 2^e classe, 3^e catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Asie* attendu à Lomé vers le 30 novembre 1936.

11 novembre 1936. — Un congé administratif de 6 mois, pour en jouir Pila-Canale (Corse) est accordé à M. BRUNI Louis, sous-chef de gare de 1^{re} classe des chemins de fer du Togo qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 2^e classe, 3^e catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Asie* attendu à Lomé vers le 30 novembre 1936.

PERSONNEL INDIGÈNE

Nominations

Par arrêtés des :

28 octobre 1936. — Le nommé Paulin ABOKIVI MENSAN est agréé dans le cadre des gardes-frontières du Togo, en qualité de garde-frontière stagiaire.

Il est mis à la disposition du chef du service des douanes.

13 novembre 1936. — Le nommé Eboh René est agréé dans le cadre des gardes-frontières du Togo en qualité de garde-frontière stagiaire, pour compter du 15 novembre 1936.

Il est mis à la disposition du chef du service des douanes.

Par décision du :

13 novembre 1936. — Est prolongé jusqu'au 23 décembre 1936 inclus, l'engagement de MIKEM Michel, moniteur auxiliaire agréé par décision n° 120 du 21 août 1936.

Mutations

Par décision du :

28 octobre 1936. — Les mutations suivantes sont prononcées dans le personnel auxiliaire du service zootechnique.

Les infirmiers vétérinaires auxiliaires Victor DOMINGO et Michel KOUASSI précédemment en service à Mango sont affectés à Sokodé.

L'infirmier vétérinaire auxiliaire Jean RINCLIFF en tige à Mango, est définitivement affecté à Mango.

Congés

ADDENDUM à la décision n° 160 du 20 octobre 1936

A ajouter à l'article 2 in fine.

Le commis d'administration de 6^e classe APJEVI Symphorien aura droit au transport gratuit de Lomé à Palimé et retour.

Par décisions des :

11 novembre 1936. — Un congé de maladie d'un mois à solde entière est accordé à l'aide-médecin de 3^e classe FOLLY Martin, en service à l'hôpital de Lomé, pour en jouir au Territoire.

Un congé de maladie de trois mois, dont deux mois à solde entière et un mois à demi solde, valable du 15 novembre 1936 au 15 février 1937, est accordé au commis des P. T. T. de 4^e classe KUNIBERT ZORPODO, en service à la recette principale de Lomé, pour en jouir au Dahomey.

28 octobre 1936. — Sont accordés avec traitement, des congés de :

90 jours, valable du 2 novembre 1936 au 30 janvier 1937, au commis principal radio de 5^e classe EBANDA Ernest, en service à la subdivision radioélectrique de Lomé pour en jouir au Cameroun.

60 jours, valable du 21 décembre 1936 au 18 février 1937 inclus, au commis d'administration de 7^e classe ABOKI Walter, en service au bureau des finances, pour en jouir au Territoire.

Sont accordés, avec traitement, des congés de :
30 jours, du 1^{er} au 30 novembre 1936 inclus au commis d'administration de 8^e classe TOSSOUKPE Albert en service au chemin de fer, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 1^{er} au 30 novembre 1936 inclus au mécanicien conducteur de 5^e classe NAPO BOUGONOU, en service au garage central, pour en jouir à Bassari.

30 jours, du 1^{er} au 30 novembre 1936 inclus à l'homme d'équipe de 5^e classe TETE TEKOV, en service au chemin de fer, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 2 novembre au 1^{er} décembre 1936 inclus à l'ouvrier de 7^e classe ADJAI HAZOUME, en service au chemin de fer, pour en jouir au Dahomey.

60 jours, du 10 novembre 1936 au 7 janvier 1937 au commis d'administration de 3^e classe SOGLO Philippe en service à Atakpamé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 16 novembre au 15 décembre 1936 inclus au commis d'administration auxiliaire de 5^e classe AHOUANDJINOU Antoine en service au chemin de fer, pour en jouir au Dahomey.

30 jours, du 16 novembre au 15 décembre 1936 inclus au maître-ouvrier de 3^e classe BORNAS Joseph en service au chemin de fer, pour en jouir au Territoire.

Un congé de maladie de 3 mois dont deux à solde entière et un mois à demi solde valable du 27 octobre 1936 au 27 janvier 1937 est accordé au commis d'administration de 2^e classe BANSALOMENOU, en service au wharf, pour en jouir au Territoire.

4 novembre 1936. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 15 novembre au 14 décembre 1936 inclus est accordé à l'ouvrier de 2^e classe ARNOLD TIAMYOU, en service au chemin de fer, pour en jouir à Atakpamé.

Un congé de 90 jours, avec traitement, du 12 novembre 1936 au 7 février 1937 inclus, est accordé au commis des P. T. T. de 5^e classe BONIN Calixte, en service à Palimé, pour en jouir à Anécho.

Il aura droit au transport gratuit de Palimé à Anécho et retour.

Le commis des P. T. T. de 7^e classe ZUPITZER Emile, en service à Lomé est affecté à Palimé en remplacement du commis des P. T. T. BONIN Calixte.

Révocation

Par arrêté du :

13 novembre 1936. — Le planton de 8^e classe EMILE NOUTAI en service au tribunal de 1^{re} instance de Lomé, est révoqué de ses fonctions.

FORCES DE POLICE

1^{re} — Compagnie de milice :

Engagement

Par arrêté du :

4 novembre 1936. — Est engagé pour 3 ans comme milicien de 2^e classe à compter du 1^{er} novembre 1936, après stage de deux ans accompli (catégorie B.), le stagiaire de la catégorie B. PANDJA, N^o Mle N/404/B.T. de la P. C. Lomé.

Permission

Une permission de 30 jours à compter du 15 novembre 1936, avec solde de présence, délai de route non compris et sans la gratuité du transport, est accordée au caporal GNONHOU, N^o Mle M/372/A.D. de la P. C. Lomé, pour en jouir à Zagnanado (Dahomey).

2^e — Garde indigène :

Rengagement

Est rengagé pour un an à compter du 19 novembre 1936, le garde de 2^e classe KEKEMISSA, N^o Mle 797, du détachement de police Lomé.

Permissions

Une permission de 30 jours à compter du 1^{er} novembre 1936, avec solde de présence, délai de route non compris et avec la gratuité du transport pour eux et leur famille, est accordée à chacun des gardes dont les noms suivent :

CEMOI, garde de 1^{re} classe, N^o Mle 290, du peloton du centre, subdivision de Klouto, pour en jouir à Kéméria — Lama-Kara (cercle du nord).

DOUÏ II, garde de 2^e classe, N^o Mle 698, du peloton du centre, subdivision d'Atakpamé, pour en jouir à Bidjanga — subdivision de Mango (cercle du nord).

Punitions

Une punition de 15 jours de prison avec retenue de solde est infligée au garde de 2^e classe MOSSI KONATÉ, N^o Mle 806, du peloton du nord, subdivision de Sokodé pour « faute grave en service ».

Une punition de 15 jours de prison dont 8 de retenue de solde est infligée au garde de 2^e classe ALAHI, N^o Mle 1001, du peloton du centre, subdivision d'Atakpamé pour « faute grave en service ».

Affectation

Est affecté au peloton de dépôt Lomé pour compter du 1^{er} novembre 1936, le garde de 2^e classe MOSSI KONATÉ, N^o Mle 806, du peloton du nord — subdivision de Sokodé.

Tableau d'avancement

Par arrêté du :

10 novembre 1936. — Sont inscrits au tableau d'avancement au titre du 2^e semestre 1936 :

1^{re} — Pour le grade d'adjudant :

TAZO, sergent-chef, N^o Mle M/132/A.T. de la P.C. Lomé.

2^e — Pour le grade de sergent-chef :

1. — MAMADOU KAMARA, sergent, N^o Mle M/335/A.S. de la P. C. Lomé.

2. — KOMOU, sergent, N^o Mle M/52/A.T. de la P. C. Lomé.

3^e — Pour le grade de sergent :

1. — OUMAROU I, caporal, N^o Mle M/354/A.S. de la P. C. Lomé — points 32,718.

2. — KOUABIZOU, caporal, N^o Mle M/371/A.C. de la P. C. Lomé — points 21,853.

3. — GNONHOU, caporal, N^o Mle M/372/A.D. de la P. C. Lomé — points 19,853.

4 — BAGNAN, caporal, N° Mle M/61/B. T. de la P. C. Lomé — points 19,350.

5 — LIMBAMBA KIÉRI, caporal, N° Mle M/230/A. C. de la P. C. Lomé — points 18,163.

6 — PEGUEDEOUEDE, caporal, N° Mle M/270/A. C. de la P. C. Lomé — points 16,516.

7 — Théodore ZAUTO, caporal, N° Mle M/387/B. T. de la P. C. Lomé — points 14,540.

4° — Pour le grade de caporal :

1 — OUMAROU II, milicien 2° classe, N° Mle M/421/A. S. de la P. C. Lomé — points 24,935.

2 — AMADOU DOUROU, milicien 2° classe, N° Mle M/405/A. S. de la P. C. Lomé — points 22,768.

3 — ALE, milicien 2° classe, N° Mle M/348/A. D. de la P. C. Lomé — points 22,061.

4 — FALLANI, milicien 2° classe, N° Mle M/344/A. D. de la P. C. Lomé — points 21,851.

5 — TOULARIMA, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/228/A. C. de la P. C. Lomé — points 21,156.

6 — TOUDJA, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/126/B. T. de la P. C. Lomé — points 20,313.

7 — MEGNISSE, milicien 2° classe, N° Mle M/346/A. D. de la P. C. Lomé — points 20,251.

8 — PANGAZOULA, milicien 2° classe, N° Mle M/282/A. C. de la P. C. Lomé — points 18,144.

9 — Sébastien THOTO ALIHONOU, milicien 2° classe, N° Mle M/427/A. S. de la 4^e section de milice Anécho — points 17,898.

10 — KPATCHAZI, stagiaire catégorie B. N° Mle M/415/B. T. de la P. C. Lomé — 17,868.

11 — AHAMADAH Alphonse, stagiaire catégorie B. N° Mle M/425/B. D. de la P. C. Lomé — points 16,728.

12 — ASSOGBA, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/307/A. D. de la P. C. Lomé — points 16,708.

13 — KOUSSEMOU Antoine, milicien 2° classe stagiaire catégorie A. N° Mle M/461/A. D. de la P. C. Lomé — points 16,125.

14 — TATRA, stagiaire catégorie B. N° Mle M/451/B. T. de la P. C. Lomé — points 15,999.

15 — MENSAH Philippe, stagiaire catégorie B. N° Mle M/444/B. T. de la P. C. Lomé — points 15,633.

16 — LAGUIDI LALÉYI, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/334/B. D. de la P. C. Lomé — points 15,101.

17 — TOGBÉ Michel, stagiaire catégorie B. N° Mle M/432/B. T. de la P. C. Lomé — points 15,101.

18 — TARAORÉ MOUSSA, milicien 2° classe, N° Mle M/389/B. T. de la P. C. Lomé — points 14,833.

19 — BAJALA KOTOKOLI, milicien 2° classe, N° Mle M/382/B. T. de la P. C. Lomé — points 14,583.

Les miliciens dont les noms suivent n'ayant pas été maintenus, bénéficieront d'un point de majoration au prochain travail d'avancement pour le grade de caporal :

GABRIEL Michel, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/327/B. D. de la P. C. Lomé.

Dogo II, milicien 2° classe, N° Mle M/385/B. T. de la P. C. Lomé.

MATHIAS, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/234/B. T. de la 4^e section de milice Anécho.

DANGOUNIANGUE, milicien 2° classe, N° Mle M/367/B. T. de la P. C. Lomé.

Boniface ADÉGNADJOU, stagiaire catégorie B. N° Mle M/435/B. D. de la P. C. Lomé.

Sont nommés aux grades ci-après pour compter du 11 novembre 1936 (prise de rang et droit à la solde compris) :

1° — Adjudant :

Tazo, sergent-chef, N° Mle M/132/A. T. de la P. C. Lomé.

2° — Sergent-chef :

MAMADOU KAMARA, sergent, N° Mle M/335/A. S. de la P. C. Lomé.

KOMOU, sergent, N° Mle M/52/A. T. de la P. C. Lomé.

3° — Sergent :

OUMAROU I, caporal, N° Mle M/354/A. S. de la P. C. Lomé.

KQUABIZOU, caporal, N° Mle M/371/A. C. de la P. C. Lomé.

GNONHOUÉ, caporal, N° Mle M/372/A. D. de la P. C. Lomé.

BAGNAN, caporal, N° Mle M/61/B. T. de la P. C. Lomé.

LIMBAMBA KIÉRI, caporal, N° Mle M/230/A. C. de la P. C. Lomé.

PEGUEDEOUEDE, caporal, N° Mle M/270/A. C. de la P. C. Lomé.

4° — Caporal :

OUMAROU II, milicien de 2° classe, N° Mle M/421/A. S. de la P. C. Lomé.

ADAMOU DOUROU, milicien de 2° classe, N° Mle M/405/A. S. de la P. C. Lomé.

ALE, milicien de 2° classe, N° Mle M/342/A. D. de la P. C. Lomé.

FALLANI, milicien de 2° classe, N° Mle M/344/A. D. de la P. C. Lomé.

TOULARIMA, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/228/A. C. de la P. C. Lomé.

TOUDJA, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/126/B. T. de la P. C. Lomé.

MEGNISSE, milicien de 2° classe, N° Mle M/346/A. D. de la P. C. Lomé.

PANGAZOULA, milicien de 2° classe, N° Mle M/282/A. C. de la P. C. Lomé.

Sébastien THOTO ALIHONOU, milicien de 2° classe, N° Mle M/427/A. D. de la 4^e section milice Anécho.

KPATCHAZI, stagiaire catégorie B. N° Mle M/415/B. T. de la P. C. Lomé.

DIVERS

Transfert de restes mortels

Par arrêté du :

28 novembre 1936. — Est autorisé le transfert à Lomé des restes mortels de Paul Gabriel MAHOX, de son vivant ingénieur-adjoint de 1^{re} classe du cadre général des colonies des travaux publics, fils d'un administrateur en chef des colonies, décédé en service à Sokodé le 9 novembre 1933.

Le budget local participera aux dépenses dudit transfert dans les conditions prévues à l'arrêté 667 du 31 décembre 1934.

Comité de surveillance des prix

Par décision du :

4 novembre 1936 — Le comité de surveillance des prix prévu à l'arrêté n° 24 du 4 novembre 1936, est composé ainsi qu'il suit :

Président :

M. MAHOX, administrateur en chef des colonies, administrateur-maire de Lomé.

Membres :

M. M. SANSON, administrateur-adjoint, chef du bureau des finances,	
PEYROTTES, receveur des domaines,	
TOQUE, chef du bureau des douanes,	
COADER, pharmacien-capitaine — Santé,	Représentants des administrations publiques.
BERARD, administrateur-adjoint cercle de Lomé,	
SIRO — Enseignement,	
LAUGIER — Travaux publics,	
NOUVEL — Chemin de fer Togo,	
CARON — Météorologie,	
PIERRON — Agriculture.	
R. EYCHENNE, président de la chambre de commerce,	Représentants des intermédiaires.
PERKINS, agent de la maison John Holt,	
SIAUT, agent de la maison S. G. G. G.	
Emmanuel ADJAYON,	Représentants des producteurs.
Félicio DE SOUZA,	
LAPORTE, commis principal de trésorerie,	
LAUQUE, adjoint principal des services civils,	Représentants des consommateurs.
Dossou Augustin, commis principal d'administration,	
Romuald JOHNSON, instituteur,	
Alex BYLL, commis principal d'administration.	

Commissions :

Par décisions des :

11 novembre 1936. — La commission chargée de la correction des épreuves écrites du certificat de fin d'études primaires élémentaires, est composée ainsi qu'il suit :
M. M. SIRO, délégué du chef de service de l'enseignement — *Président*.

DEMONIO, administrateur-adjoint des colonies — *Vice-Président*.

Membres :

M. M. CHAMPION, directeur de l'école de Nuatja,
CAPELIER, directeur de l'école d'Anécho,
BEUTER, directeur de l'école de Palimé,
M. M^{mes}. SIRO, directrice de l'école ménagère de Lomé,
PATANCHON, directrice de l'école européenne,
M. M. le R. P. LINGENHEIM, directeur des écoles de la Mission catholique,
CARRIERE, directeur des écoles de la Mission protestante,
JOHNSON Romuald, instituteur du cadre secondaires de l'A. O. F.,
OLYMPIO Sylvanus, notable.

La commission prévue à l'article premier se réunira le lundi 16 novembre 1936, à 7 heures 30, dans les locaux de l'école ménagère de Lomé.

28 octobre 1936. — Les différentes commissions de classement du personnel indigène des cadres locaux

du Togo régi par les arrêtés, se réuniront sur la convocation de leur président aux bureaux du gouvernement à Lomé en vue d'établir le tableau complémentaire d'avancement dudit personnel, pour l'année 1936.

Ces commissions sont composées de la façon suivante :

*POUR TOUTES LES COMMISSIONS**Président :*

M. M. MAHOUX Paul Louis, administrateur en chef des colonies,

FOURSAUD, administrateur des colonies, chef de cabinet de l'administrateur supérieur,

CHABANON, élève-administrateur, chargé du personnel.

Enseignement :

M. M. SIRO, instituteur principal hors classe,

TOKOU Michel, instituteur-adjoint de 1^{re} classe,

SINZOGAN Léonard, moniteur de 3^e classe.

P. T. T. :

M. M. FREAU Max, adoint de 2^e classe des services civils,

KAGNI Karl, commis principal de 3^e classe,

GONÇALVES René, commis de 2^e classe des P. T. T.,

AMEDOWOKPO NOUGBALO, surveillant de 1^{re} classe,

ADJAYON Joseph, facteur de 1^{re} classe.

Commis d'administration :

M. M. D'ALMEIDA Charles, commis d'administration principal de 5^e classe,

ADJIVON Séverin, commis d'administration principal de 5^e classe.

Plantons :

M. M. ACHADE Pierrot, brigadier-planton de 1^{re} classe,

OROGBO Jean, brigadier-planton de 2^e classe.

Travaux publics :

M. M. LAUGIER, délégué du chef du service des travaux publics,

AMADOU Moïse, maître-ouvrier de 4^e classe,

KPODAR ASSIONGBOR, ouvrier de 1^{re} classe.

Chemin de fer :

M. M. LAUGIER, délégué du chef du service du chemin de fer,

ADOTEVI Hubert, maître-ouvrier de 1^{re} classe,

MENSAH Joseph, chef de station de 3^e classe.

Les différentes commissions de classement du personnel européen des cadres locaux du Togo se réuniront sur la convocation de leur président aux bureaux du gouvernement à Lomé en vue d'établir le tableau complémentaire d'avancement dudit personnel pour l'année 1936.

Ces commissions sont composées de la façon suivante :

*POUR TOUTES LES COMMISSIONS :**Président :*

M. M. MAHOUX Paul Louis, administrateur en chef des colonies,

FOURSAUD, administrateur des colonies, chef de cabinet de l'administrateur supérieur,

CHABANON, élève-administrateur des colonies, chargé du personnel.

Services civils :

M. M. PERRET, adjoint principal de 1^{re} classe des services civils,
D'AZCONA, adjoint principal de 1^{re} classe des services civils,

Enseignement :

M. M. DE SAINT-ALARY, administrateur des colonies, remplaçant le chef du service de l'enseignement,
SIRO, instituteur principal.

Chemin de fer :

M. M. GIRAN, ingénieur en chef du cadre général des travaux publics, chef des services du réseau Bénin-Niger,
VEUILLET, inspecteur de 1^{re} classe,
NOUVEL, inspecteur de 2^e classe.
M. CHABANON, élève-administrateur, chargé de la section du personnel remplira les fonctions de secrétaire auprès de ses diverses commissions.

Par arrêté du :

30 octobre 1936. — Une commission composée de :
M. M. DE SAINT ALARY, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, inspecteur des affaires administratives *Président*
SANSON, administrateur-adjoint de 3^e classe des colonies, chef du bureau des finances, } *Membres*
CHABANON, élève-administrateur chargé du personnel,

se réunira sur la convocation de son président, à l'inspection des affaires administratives, en vue d'étudier les conditions dans lesquelles pourraient être fixés, conformément aux dispositions du décret du 19 septembre 1936, les effectifs de personnel nécessaires au fonctionnement de chaque service du Territoire.

M. CHABANON, remplira les fonctions de secrétaire auprès de ladite commission.

13 novembre 1936. — M. BERARD, administrateur-adjoint de 2^e classe des colonies est nommé Président de la commission d'enquête instituée par l'arrêté N° 7 du 20 octobre 1936 en remplacement de M. NATIVEL, administrateur de 3^e classe des colonies appelé à d'autres fonctions.

Allocations

Par décisions des :

24 octobre 1936. — Sont accordées, pour l'année 1936, des allocations aux jeunes métisses ci-après, entretenues par les Sœurs de Palimé :

ROSINA, âgée de 11 ans 2 frs. par jour.

MERRY, âgée de 9 ans 1 f., 50 par jour.

Madame DE CHERUBINI Erminia, en religion Sœur AUGUSTINE, est désignée pour percevoir le montant de ces allocations.

28 octobre 1936. — Est accordée pour l'année 1936 et dans les conditions fixées par l'arrêté 607 du 26 novembre 1934, une allocation journalière de 0 f., 50 au jeune métis YAONI résidant à Lomé.

La nommée Josepha GRADAMASSI, demeurant à Lomé, est désignée pour percevoir le montant de cette allocation.

Est accordée, pour l'année 1936 et dans les conditions fixées par l'arrêté n° 607 du 26 novembre 1934, une allocation de 1 fr. par jour à la jeune métisse MIREILLE BARSON âgée de 3 ans, entretenue par l'internat des sœurs de Lomé.

Madame Marie LICHTLE, en religion sœur GALLIGAN est désignée pour percevoir le montant de cette allocation.

Bourse

Par décision du :

28 octobre 1936. — Est accordée à compter du 1^{er} octobre 1936 et dans les conditions fixées par l'arrêté du 26 novembre 1934, une bourse scolaire à l'élève métis ci-après désigné :

Cercle du centre (Klouto) :

NOM DE L'ÉLÈVE	AGE	Taux de l'allocation	Personne désignée pour percevoir le montant de la bourse
Savary Paul	11 ans	1 f., 50	AFOUA EDO, à Agou-Nyogbo.

Indemnités

Par décisions des :

28 octobre 1936. — Une indemnité forfaitaire de trois cents francs (300 frs.) est accordée au chef ADJALLÉ d'Amoutivé, pour préjudice causé sur un terrain lui appartenant.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre XVII — article 2 — paragraphe 1 — Budget local — exercice 1936 — (dépenses imprévues).

29 octobre 1936. — Une indemnité éventuelle, une fois payée, de TROIS CENTS FRANCS (300 frs) est accordée à l'ex-manœuvre du chemin de fer du Togo (service de la voie) FARÉ blessé en service le 29 juin 1935. La dépense est imputable au budget annexe du chemin de fer du Togo.

Libérations conditionnelles

Par arrêté du :

4 novembre 1936. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé aux détenus dont les noms suivent :

AMOUSSOU ALAGNON, 59 ans, né à Vokoutimé, subdivision d'Anécho, condamné à 2 ans de prison et 5 ans d'interdiction de séjour par jugement n° 7 du 23 novembre 1935 du tribunal criminel d'Anécho :

EGA dit HETI, né en 1896 à Vogan,

TENGUÉ, né en 1899 à Vogan,

OUNSOUKOU, né en 1895 à Vogan,

AGBESSANA, né en 1905 à Vogan,

condamnés à 2 ans de prison et 10 ans d'interdiction de séjour par jugement n° 101 du 21 octobre 1935 du tribunal du 1^{er} degré d'Anécho.

Le séjour du cercle du sud moins les régions de Vogan et Vokoutimé est interdit pour une période de 5 ans au nommé AMOUSSOU ALAGNON et de 10 ans aux nommés EGA, TENGUÉ, OUNSOUKOU, AGBESSANA.

Autorisations d'importation et de mise en vente de boissons alcooliques

Par décision du :

13 novembre 1936. — Sont autorisées l'importation et la mise en vente au Togo de la boisson dénommée « Alcool de menthe, marque Ollian », fabriquée par la Maison P. BRACHET et Cie. à Terrasson (Dordogne).

Inventaire

Par décision du :

4 novembre 1936. — M. BERLIE, adjoint des services civils, en service à Klouto, est désigné pour procéder à l'inventaire contradictoire du matériel administratif entreposé à Agou (subdivision de Klouto).

Géomètres

Par décisions des :

4 novembre 1936. — Le commandant de cercle du centre à Atakpamé, désignera un agent des travaux publics ou d'un autre service, comme géomètre ad-hoc, pour procéder le *jeudi 10 décembre 1936 à huit heures*, au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Blitta, subdivision d'Atakpamé, cercle du centre, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des

domaines, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo, suivant réquisition du 1^{er} septembre 1936 n° 1004.

Le commandant de cercle du nord à Sokodé désignera un agent des travaux publics, comme géomètre ad-hoc, pour procéder le *jeudi 10 décembre 1936 à huit heures* au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sokodé, subdivision de Sokodé, cercle du nord, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo, suivant réquisition n° 1007 du 9 octobre 1936.

DOMAINES

Par arrêté du :

11 novembre 1936. — La société anglaise John Holt & Company Limited, ayant son siège social à Liverpool, est autorisée à occuper à ses risques et périls, une parcelle de terrain domanial, constituant le lot n° 5 du lotissement provisoire de Blitta, subdivision d'Atakpamé, cercle du centre, d'une superficie de quinze ares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

ÉTAT des mouvements de la Navigation du Port de Lomé
pendant le mois d'octobre 1936

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
269-Fort de Vaux Dunkerque-Douala	Français	1. 10. 36	1. 10. 36	3.151	41	60.626	44.108
270-Hoggar Douala-Marseille	—do—	3. 10. 36	3. 10. 36	3.109	73	251	536.949
271-Estrella Lagos-Marseille	Norvégien	4. 10. 36	6. 10. 36	2.296	32	—	1.348.996
272-Tagliamento Trieste-Durban	Italien	5. 10. 36	5. 10. 36	3.368	43	92.721	—
273-West-Kebar Burutu-New-York	Américain	6. 10. 36	6. 10. 36	3.516	33	—	40.825
274-Asie Bordeaux-Pte. Noire	Français	6. 10. 36	6. 10. 36	4.214	138	8.977	1.027
275-Ingo Hambourg-Douala	Allemande	7. 10. 36	7. 10. 36	2.362	48	112.015	—
276-St. Louis Libreville-Anvers	Français	8. 10. 36	8. 10. 36	3.277	37	—	310.420
277-Mary Slessor Londres-Kribi	Anglais	10. 10. 36	10. 10. 36	2.163	42	81.983	97.940
278-Glenlea Opobo-Hambourg	—do—	10. 10. 36	13. 10. 36	2.541	29	—	605.332
279-Godfrey-Holt Warri-Liverpool	—do—	10. 10. 36	10. 10. 36	2.180	41	030	578.296
280-Muirton Marseille-Pte. Noire	Français	11. 10. 36	12. 10. 36	3.112	44	345.778	24.958
281-Gulnean Burutu-Hambourg	Anglais	11. 10. 36	12. 10. 36	3.069	40	14.455	370.856
282-Clune Park Hull-Abonoma	—do—	11. 10. 36	14. 10. 36	2.153	31	607.135	—
283-Dunkwa Calcutta-Kribi	—do—	12. 10. 36	12. 10. 36	1.996	35	82.195	—
284-David-Livingstone Liverpool-Kribi	—do—	12. 10. 36	13. 10. 36	2.175	43	39.289	65.550
285-Zinal Lagos-Hambourg	—do—	14. 10. 36	14. 10. 36	3.569	34	—	203.841
286-Canada Marseille-Douala	Français	15. 10. 36	15. 10. 36	5.668	163	68.092	—
387-Fort de Vaux Douala Le Havre	—do—	15. 10. 36	16. 10. 36	3.151	41	—	262.610
288-Kumasian Londres-Burutu	Anglais	16. 10. 36	16. 10. 36	2.747	40	281.673	—
289-Asie Pte. Noire-Bordeaux	Français	16. 10. 36	16. 10. 36	4.214	138	—	239
290-Touareg Marseille-Douala	—do—	18. 10. 36	18. 10. 36	3.123	63	31.352	566
291-New-Columbia Philadelphie-Opobo	Anglais	21. 10. 36	21. 10. 36	4.044	48	224.996	266
292-Brazza Bordeaux-Pte. Noire	Français	23. 10. 36	23. 10. 36	6.206	140	1.771	—
293-Amstelkerk Hambourg-Douala	Hollandais	24. 10. 36	24. 10. 36	2.453	67	67.196	138
294-Touareg Douala-Marseille	Français	25. 10. 36	25. 10. 36	3.123	63	275	956.974

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	ÉQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
295-Bougainville Dunkerque-Douala	Français	25. 10. 36	25. 10. 36	4.362	43	52.085	216
296-Canada Douala-Marseille	—do—	26. 10. 36	26. 10. 36	5.668	163	640	4.586
297-Thomas Holt Liverpool-Warri	Anglais	27. 10. 36	28. 10. 36	2.191	41	102.689	—
298-Robert Holt Kribi-Liverpool	—do—	29. 10. 36	29. 10. 36	1.798	41	—	216.888
299-Doido Liverpool-Kribi	—do—	30. 10. 36	30. 10. 36	2.143	40	52.802	5.000
300-Banfora Marseille-Douala	Français	31. 10. 36	31. 10. 36	5.577	145	22.235	—

Lomé, le 31 Octobre 1936.

Le Chef du Bureau Principal des Douanes de Lomé,
Toqué.

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

SEPTEMBRE 1936

Climatologie ⁽¹⁾

DATES	LOMÉ			NUATJA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			MISAHOÉ			SOKODÉ			ALÉDJO			PAGOUDA			MANGO		
	(2) Pres.	(3) Temp	(4) Hygr.	(5) Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.
1	13,5	24,2	83	97,4	26,4	71	71,0	25,2		80,5			85,0	23,6	86	82,3		78	26,7	21,6	94	84,6	24,6	84	99,4	25,2	86
2	14,1	23,8	88	97,9	25,5	80	72,1	24,5	91	87,3			86,2	23,9	83	82,7		86	27,3	22,0	94	85,1	26,0	80	91,5	26,8	79
3	13,8	23,3	92	97,8	25,7	83	71,8	25,4	80	87,7			85,5	23,8	93	82,9	23,5	91	27,6	21,5	93	85,9	23,2	87	91,1	23,1	87
4	13,5	23,0	84	97,4	26,3	90	71,7	24,5	91	87,3	25,1	91	85,3	24,1	84	82,5	24,1	94	27,2	21,3	96	84,7	24,8	83	99,9	24,5	86
5	14,1	23,1	90	97,4	24,3	91	72,1	23,4	97	87,3	23,5	94	86,1	22,4	92	82,9	23,5	80	27,7	22,1	93	85,4	25,0	77	99,5	26,3	80
6	13,8	24,0	80	97,1	26,4	79	72,2	23,5		87,3	23,5	83	85,9	24,0	86	82,3	26,0	86	26,9	22,4	93	85,1	25,7	78	99,5	26,4	82
7	13,7	24,5	89	97,7	24,8	89	72,9	23,7		87,7	24,0	88	85,8	23,0	87	82,0	24,7	81		22,0	88	84,9	26,4	77	98,1	26,0	84
8	15,0	24,7	88	98,9	26,2	73	74,1	24,9		88,6	24,7	84	87,1	23,0	77	84,5	24,2	78	28,9	21,9	92	86,7	24,0	79	99,1	25,3	79
9	15,3	24,5	85	99,0	26,1	81	74,3	25,1	99	88,7	23,9	86	87,0	23,7	83	84,3	23,7	94	28,9	20,5	97	86,7	23,1	87	99,6	23,3	84
10	14,8	23,0	93	97,8	22,2	83	72,7	23,5		87,7	23,9	86	86,1	22,5	92		25,0	81	28,1	22,1	89	85,4	24,0	83	99,1	26,0	84
11	13,1	24,1	86	97,0	24,2	89	71,4	23,3	97	86,7	23,2	91	85,7	21,9	91	82,2	22,9	91	28,0	20,5	100	84,7	24,4	83	91,1	23,8	93
12	13,9	24,9	85	98,1	23,2	76	73,0	24,8		87,5	23,0	90	86,1	22,9	91	83,0	23,8	91	28,1	20,2	98	85,4	24,3	83	99,2	22,8	90
13	14,3	23,8	85	98,2	23,0	78	73,7	23,0		87,3	23,9	86	86,6	22,9	85	83,4	23,1	86	28,0	22,4	90	87,7	23,6	79	99,3	25,4	75
14	13,5	24,7	82	97,8	27,1	80	73,0	26,0		86,7	26,5	81	85,8	23,0	82	82,9	23,2	80		21,0	90	85,1	24,8	78	98,7	26,0	80
15	13,8	23,3	82	97,1	26,7	73	72,0	24,0		87,3	26,0	83	86,5	24,6	81	83,1	23,5	84	26,9	23,0	91	85,1	24,9	85	99,4	24,2	80
16	14,2	25,0	83	98,3	27,1	71	73,7	26,1		88,1	26,2	72	86,1	24,3	71	84,2	24,1	81	28,7	22,7	90	85,9	22,0	82	99,3	26,2	80
17	14,8	24,4	87	98,7	24,8	81	73,7	23,0		87,7	24,0	76	86,5	23,0	72	84,5	24,7	88	28,0	21,6	96	86,3	23,8	95	99,8	26,0	76
18	14,2	24,7	84	96,6	27,1	73	73,1	27,2		87,9	26,2	84	86,9	24,9	76	84,2	26,2	82	27,6	22,8	92	85,7	23,7	73	99,7	27,1	81
19	13,3	26,5	81	96,1	26,0	82	73,0	23,2	97	87,5	26,0	81	85,5	23,7	86	83,3	22,7	91	27,6	19,2	97	85,8	21,2	93	99,5	23,0	82
20	14,5	26,3	82	98,0	27,1	84	74,2	26,0		88,2	26,5	80	87,1	24,5	77	85,9	24,7	81	28,3	21,3	95	87,5	24,2	88	91,5	23,4	87
21	15,3	25,1	83	99,7	27,2	81	74,2	24,8		89,4	26,3	73	87,5	23,3	86	85,9	24,4	82	30,4	21,7	79	88,1	24,5	77	91,8	23,9	73
22	15,0	25,6	86	98,4	26,8	83	74,2	26,8	82	89,3	26,7	82	87,3	25,4	83	86,5		86	30,1	22,3	90	88,1	24,0	76	91,3	23,0	83
23	14,7	25,8	85	98,6	28,2	80	73,3	23,0	72	88,5	23,0	80	86,7	26,4	74	85,1		78	29,3	22,7	83	86,0	24,8	84	98,9	25,6	80
24	14,5	25,9	83	98,3	26,9	80	73,1	26,2	77	88,5	27,8	81	86,6	25,6	80	83,4		82	29,2	22,0	93	86,7	24,4	79	98,7	26,3	77
25	14,0	25,0	83	98,9	26,2	78	73,1	25,3	72	86,3	26,0	80	86,3	25,4	74	85,0	23,2	81	29,2	23,2	80	86,7	26,6	79	98,6	26,5	76
26	13,9	26,0	82	97,9	27,2	80	72,9	27,1	74	87,5	27,0	80	86,2	23,7	71	83,5	26,7	73	28,9	23,7	81	85,7	24,9	76	99,8	27,7	74
27	13,7	23,1	83	97,7	28,0	82	72,5	27,3		87,0	27,7	79	85,8	25,5	81	84,1	26,2	77	28,0	23,9	80	85,8	26,3	73	98,1	26,0	
28	13,9	26,3	81				73,7	23,0	80	87,5	26,9	78	83,3	26,0	78	84,2	24,9	73	28,9	23,0	86	85,8	26,8	76			
29	15,3	24,3	91				75,3	23,7	83	86,1	24,3	86	87,3	23,9	81	84,7	26,1	79	28,5	23,0	93	86,9	26,5	74			
30	14,2	23,2	86				74,3	25,2	79	88,2	26,6	80	86,6	25,5	73	84,0	25,9	76	28,9	22,7	78	86,7	26,2	78			
Moy.	14,2	24,9	85	98,0	26,2	81	73,1	26,2	88	87,8	25,7	83	86,2	24,1	82	83,9	24,7	83	28,3	22,0	90	86,1	24,4	80	99,9	25,5	80

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars et corrigé à 0° : 1.000 +

(5) En millibars et corrigé à 0° : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %

Pluviométrie (6)

DATES	LOMÉ	TSÉVIÉ	ANÉCHO	PALIMÉ	MISAHOÉ	NUATJA	ATARPAMÉ	KLABÉ	YÉGUÉ	SOKODÉ	BASSARI	ALEDJO	PAGODA	MANGO	DAPANGO
1					20,0	11,0	12,8			2,5		5,6			
2				24,0		21,8	22,8	30,6		2,5		11,2			
3	G		0,4		1,0		28,5	9,5	7,8		10,0		25,0	37,6	21,1
4	G	4,4		4,0		1,4	13,7	3,8	25,6	23,7	1,4	12,0		19,5	
5	0,4		G	2,0	15,5	10,4	1,8	26,4	6,3			6,7			59,7
6	0,2	0,5					6,5	G	30,7	43,7	30,5			1,8	
7		0,8		17,0	30,0			44,0				71,7			
8						G			11,5						
9	G		0,5				1,2	100,3			6,8	4,8	23,9	12,5	30,8
10	1,5	21,3			20,0	18,3	12,7	35,0	22,7	16,2	12,0	35,9	5,0	3,1	
11	G	0,8		6,0	10,0	0,4	5,3	G		24,6	3,5	35,4	6,3	8,7	
12											1,2	32,4	2,5	28,1	20,5
13									18,5	18,7	39,0			9,3	
14			8,8		1,0	4,0	17,2					23,9	35,0	0,3	10,9
15		8,0					11,8		36,7		5,0	4,2		2,1	
16	G								17,5	6,2	6,0	15,1		11,4	30,5
17							G				45,0	25,5	6,3	1,7	10,7
18				G	4,0				19,3			18,3	12,5	3,7	20,4
19						14,6	9,3		18,5	4,0		24,6	37,5	2,3	
20		2,0				0,3	6,1	37,5		26,2	8,0		37,2	5,0	
21		0,6	G			4,0	7,6	10,4	8,6	11,5		4,5		35,0	
22					9,0	10,2		4,0	6,4		23,0	1,7	3,0	3,9	
23	G				10,0	16,2	0,5					11,5	110,5	13,5	
24					4,5					18,7	25,1	16,8	7,5		
25				2,0				4,5			1,5	5,6			
26			0,7			5,7	14,3	10,0		38,9	6,0				
27		1,4	0,3	G					22,4		35,0	27,5			
28	67,8	0,5	21,0	17,0	7,0		83,2	41,0	16,5		17,0	53,6	37,5		
29	G	25,8		14,0	13,0	38,2	7,1	5,5		14,3	1,0	68,7	29,3		
30					8,0		3,6	13,8		9,1		2,1			
TOTAL	69,9	66,1	31,7	86,0	153,0	156,5	266,0	376,3	269,0	260,4	277,0	519,3	379,0	200,3	204,6

(6) Hauteur d'eau tombée en millimètres.

G : Gouttes.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

EXTRAIT

D'un arrêt rendu par le tribunal colonial d'appel de Lomé (Togo) le jeudi huit octobre mil neuf cent trente six, sur l'appel interjeté le 26 septembre 1936 par M. le Procureur de la République contre le jugement n° 16 du tribunal de premier degré de Tsévié, en date du 30 juillet 1936 qui a condamné le nommé FIAWO Emmanuel à cinquante francs d'amende pour détention et usage de fausse bascule, a ordonné la confiscation de la bascule et a fixé la contrainte par corps au minimum.

Il appert que le nommé FIAWO Emmanuel a été condamné à un mois d'emprisonnement et cent francs d'amende;

Le tribunal a prononcé la confiscation de la bascule saisie;

A ordonné que le présent jugement sera *publié par extrait* au journal officiel du Togo et qu'il sera *affiché par extrait* aux portes du domicile de FIAWO Emmanuel et aux marchés classés de la subdivision de Tsévié, le tout aux frais dudit condamné;

A dit que les affiches auront 50 centimètres de hauteur et 35 centimètres de largeur et que les caractères typographiques auront 4 millimètres 1/2 de hauteur, les parties importantes étant imprimées dans des caractères plus gros;

A dit que l'affichage devra être maintenu pendant sept jours;

A fixé au minimum la durée de la contrainte par corps.

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

" A la Tour Eiffel "

JOYEROT & JACOT

23, rue Gambetta — BESANÇON — France

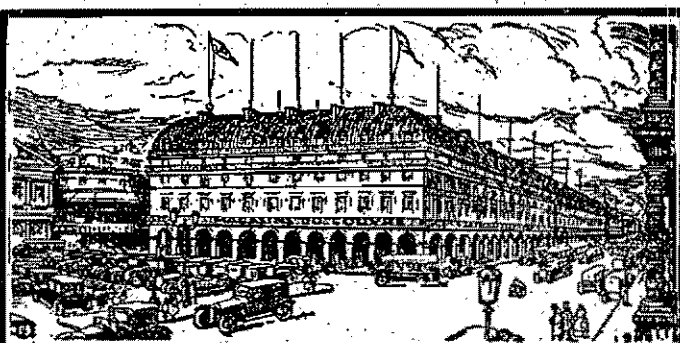


Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratis et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés



AU LOUVRE Paris

PLACE DU PALAIS ROYAL

LES CRÉATIONS DE CES MAGASINS SE
RECOMMANDENT PAR LEUR BON GOUT,
LEUR QUALITÉ IRRÉPROCHABLE ET LEURS
PRIX TRÈS MODÉRÉS.

Demandez le Catalogue Général des Nouveautés d'Hiver à
Monsieur le Directeur des Grands Magasins du Louvre à Paris,
il vous sera envoyé franco.

SOURCE HÉPAR

VITTEL

remède naturel



*décongestionne
le foie
régularise les
fonctions biliaires*

L'EAU DES HÉPATIQUES